

# Une étude de la CEA sur les petits États insulaires en développement africains met en évidence des opportunités de développement axé sur la transformation face aux changements climatiques

Addis Abeba, 26 juin 2013 (CEA) - La troisième Conférence internationale sur les petits États en développement se tiendra à Apia (Samoa) en 2014, afin d'appeler l'attention du monde sur un groupe de pays qui reste un cas particulier pour le développement durable, compte tenu de ses vulnérabilités particulières.

En Afrique, les réunions préparatoires nationales et régionales de la Conférence de 2014 sont en cours et une réunion préparatoire est ainsi prévue du 17 au 19 juillet, aux Seychelles, pour la région Atlantique, océan Indien, Méditerranée et mer de Chine méridionale (AIMS).

Dans le cadre de la contribution de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à ce processus, le Centre africain pour les politiques en matière de climat (CAPC) travaille à une étude faisant un point global des problèmes de climat et de développement à l'aide de quelques indicateurs clés du développement humain et de la richesse plutôt que de se concentrer uniquement sur une série de catastrophes naturelles auxquelles sont exposés la plupart des petits États insulaires en développement.

Plutôt que de mentionner exclusivement le différentiel de vulnérabilité dont souffrent la plupart des petits États insulaires en développement, l'étude en cours de préparation évoque les opportunités uniques qui peuvent être exploitées dans des secteurs clés comme l'écotourisme, l'agriculture et les pêches. Elle tente également d'analyser les stratégies qui traduiront les vulnérabilités actuelles en opportunités concrètes d'une manière qui mène à une transformation structurelle et institutionnelle.

Selon le CAPC, cette étude marque une rupture importante avec la littérature actuelle relatives aux petits États insulaires en développement en ce qu'elle analyse le besoin urgent d'un « renouvellement institutionnel » – un processus à l'origine de créneaux politiques et économiques qui permettront aux petits États insulaires en développement de quitter le statut de pays moins avancé (PMA).

« C'est l'un des grands paradoxes du changement climatique que les pays qui souffrent le plus des catastrophes naturelles et des aléas extrêmes sont ceux qui ont contribué le moins au problème. Sur les 25 pays soumis aux graves impacts du changement climatique, 13 sont de petits États insulaires », explique Secrétaire exécutif de la CEA, M. Carlos Lopes. Il ajoute que la répartition des impacts du changement climatique n'est pas équitable et les petits États insulaires en développement sont exposés à de nombreuses vulnérabilités, outre les difficultés immédiates découlant de l'insularité, de l'éloignement et d'une situation géographique souvent propice aux catastrophes naturelles.

Les petits États insulaires en développement d'Afrique ont tendance à avoir des caractéristiques géographiques, sociales, démographiques et économiques distinctes, qui influent significativement sur leurs stratégies et perspectives de développement. Les vulnérabilités liées au changement climatique peuvent encore entraîner des pertes humaines et endommager les biens et les infrastructures, ce qui peut facilement paralyser leurs petites économies.

Publié par:

La Section des communications extérieures et des relations avec les médias

Commission économique pour l'Afrique

BP 3001

Addis-Abeba (Éthiopie)

Tél. +251 11 551 5826

Adresse électronique : [ecainfo@uneca.org](mailto:ecainfo@uneca.org) [1]

[www.uneca.org](http://www.uneca.org) [2]

---

**Source URL:** <http://www.uneca.org/fr/media-centre/stories/une-etude-de-la-cea-sur-les-petits-etats-insulaires-en-developpement-africains>

**Links:**

[1] <http://www.uneca.org/fr/contact/ecainfo/uneca/org>

[2] <http://www.uneca.org>